

Délibération affichée à l'Hôtel de Ville
et transmise au représentant de l'Etat
le 12 mars 2019

CONSEIL DE PARIS

Extrait du registre des délibérations

Séance des 4, 5 et 6 février 2019

2019 V. 27 Vœu relatif à la citoyenneté d'honneur à Leyla Güven.

Le Conseil de Paris,

Considérant que la récente annonce de Donald TRUMP sur le retrait à une date indéterminée des forces armées des États-Unis de Syrie expose gravement les forces kurdes de Syrie et leurs alliés non kurdes au sein des FDS (Forces Démocratiques Syriennes), principaux artisans du recul de Daesh, aux menaces répétées du Président turc Recep Tayyip Erdogan, qui avait déjà ordonné l'annexion du canton syrien d'Afrin en janvier 2018 ;

Considérant qu'une telle agression réunirait les conditions pour que Daesh reconstitue ses forces et mettrait gravement en danger le projet politique fédéral, pluraliste, féministe, écologique, non-ethnique et non confessionnel mis en œuvre au Rojava, qui représente un véritable laboratoire pour la paix dans un Proche Orient ravagé par les conflits ;

Considérant la réaction de nombreux élu-e-s issu-e-s de diverses assemblées et forces politiques, qui ont demandé le renforcement du soutien de la France aux FDS ;

Considérant que si cette politique agressive souhaitée par le Président turc au Rojava se heurte pour l'heure aux contraintes géopolitiques, elle ne rencontre presque aucune limite à l'intérieur de la Turquie ;

Considérant que des milliers de militants, maire, député-e-s du HDP (Parti Démocratique des Peuples), soutiens et solidaires du projet politique mené au Rojava, sont actuellement en prison pour des motifs politiques, sans avoir jamais commis d'acte de violence politique ;

Considérant la situation de la députée du HDP Leyla Güven, emprisonnée en janvier 2018 – après une première période de 5 ans d'emprisonnement de 2009 à 2014 - pour avoir dénoncé l'offensive turque à Afrine, libérée pour raison de santé le 25 janvier après 79 jours de grève de la faim pour protester contre le traitement fait aux prisonniers politiques kurdes, mais toujours sous la menace de charges lui faisant courir le risque de décennies d'emprisonnement avec un procès reporté et prévu en mai ;

Considérant l'État de santé critique de Leyla Güven, que j'ai pu constater sur place avec une délégation de la France Insoumise venue lui témoigner notre soutien ;

Considérant que des milliers d'autres prisonnier-e-s politiques restent en prison, alors que seule une solution politique négociée permettra de mettre fin au conflit entre l'armée turque et le PKK en Turquie, condition pour que la tension puisse également baisser à la frontière syro-turque ;

Sur proposition de Danielle Simonnet,

Émet le vœu :

- Que la maire de Paris décide de placer la députée du HDP Leyla Güven sous la protection symbolique de Paris en la faisant citoyenne d'honneur de la Ville ;
- Que la maire de Paris demande au Chef de l'Etat et au Gouvernement français d'intervenir auprès de la Turquie pour mettre fin aux pratiques d'isolement carcéral généralisé et plus globalement, aux privations et aux actes de tortures ;
- Que la maire de Paris demande au Chef de l'Etat et au Gouvernement français d'agir en faveur de la libération des milliers de prisonniers politiques en Turquie ;
- Que la maire de Paris demande au Chef de l'Etat et au Gouvernement de tout mettre en œuvre pour que l'Union européenne retire le PKK de la liste des organisations terroristes ;
- Que la maire de Paris demande au Chef de l'Etat et au Gouvernement français d'œuvrer au niveau international, en lien avec les parties concernées, à une solution politique négociée reposant notamment sur la libération du leader du PKK Abdullah Öcalan et la reprise des négociations entre les autorités turques et le PKK, interrompues brutalement par RT Erdogan en 1995.